

REPUBLIKA Y'UBURUNDI

ADC-IKIBIRI



République du Burundi

Alliance des Démocrates
pour

le Changement au Burundi

Bujumbura, le 9 avril 2012

A Monsieur Mark RUTTE,
Premier Ministre du Royaume
des Pays Bas
à
la Haye

Objet : Plaidoirie pour les demandeurs d'asile burundais

Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons l'honneur de nous adresser à votre haute autorité afin de vous faire part de notre vive préoccupation quant au sort réservé à certains demandeurs d'asile burundais au Royaume des Pays Bas.

En effet, ce Mercredi 4 avril 2012, la presse hollandaise a montré des images d'un mouvement d'arrestation des burundais qui sont conduits dans des centres fermés en vue d'être déportés au Burundi. Ce mouvement nous a alertés et nous recommande de vous décrire la difficile situation que vit la population burundaise :

1. Depuis le hold up électoral de mai 2010 jusqu' aujourd'hui, le pouvoir de Bujumbura a instauré un terrorisme d'Etat qui broie toute voie discordante. C'est ainsi que l'opposition, la société civile et la presse subissent une persécution sans nom qui va jusqu' à l'élimination physique. C'est dans cette dynamique que les prisons regorgent de prisonniers politiques et que beaucoup de leaders de l'opposition vivent en exil.
2. Ces leaders, même à l'exil sont pourchassés par le pouvoir de Bujumbura. C'est ainsi que, sur instigation du Gouvernement burundais, en 2011, l'ancien Secrétaire Général du CNDD-FDD, Monsieur Nzobonimpa Manassé a échappé à deux tentatives d'assassinat en Uganda et en Tanzanie. Au mois de janvier 2012, le Président du Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie, Monsieur Alexis Sinduhije a échappé à un enlèvement en Tanzanie.
3. Du haut de la tribune d'un congrès du parti présidentiel, samedi 31 mars 2012, le parti dont issu le Président Pierre Nkurunziza, a traité l'opposition de meute de chiens chétifs errants et enragés. Et dans la tradition burundaise un tel chien est à abattre ! A cette occasion, le Chef de l'Etat Nkurunziza, faisant un clin d'œil aux congressistes, a prononcé un discours qui suscite beaucoup d'interrogations dans l'opinion et qui dresse une partie de la population contre une autre.

4. Ce mardi 3 avril 2012, une vingtaine de députés belges, Amnesty International et le mouvement 11.11.11. ont organisé une marche manifestation devant la représentation diplomatique du Burundi à Bruxelles. Une des députés qui participait à la manifestation a déclaré : « **Nous voulons soutenir la démocratie et les droits de l'homme au Burundi. Nous demandons au Gouvernement burundais de garantir les droits et libertés de chacun.** » Cette sonnette d'alarme des élus belges démontre à suffisance que la situation sociopolitique du Burundi est explosive ! Les libertés politiques et la démocratie sont en péril, le Président Pierre Nkurunziza est en train d'instaurer une dictature monopartite.
5. Au-delà de cette persécution politique, une persécution ethnique profile à l'horizon avec un recensement ethnique qui vient d'être initié par le même pouvoir dans la l'Administration Publique. Un tel fichier ethnique, dans un pays qui a longtemps été marqué par un contentieux de sang à base ethnique, risque de conduire le Burundi à une explosion et une déstructuration profondes du tissu social burundais. De ce fait, le Burundi est à la veille d'une catastrophe humanitaire.

Monsieur le Premier Ministre,

Avec ces quelques faits et gestes, qui sont loin d'être exhaustifs, vous comprendrez que le renvoi forcé des burundais au pays natal constitue un grand risque ; cette démarche peut condamner les rapatriés à une disparition physique pure et simple. Dès lors nous implorons le sens d'humanité qui a toujours caractérisé votre Royaume afin d'arrêter cette mesure de déporter nos compatriotes et ainsi leur accorder un asile.

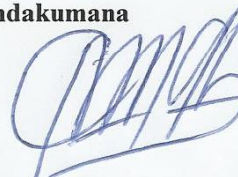
Nous profitons de cette occasion pour introduire la même requête auprès du monde entier et spécialement auprès des Gouvernements qui nous lisent en copie.

Dans l'espoir d'une suite favorable à notre plaidoirie, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma profonde gratitude.

Pour l'A .D.C-**IKIBIRI**,

Honorable Léonce Ngendakumana

Président.



TCPI à :

- Monsieur Frederik REINFELDT, Premier Ministre du Royaume de Suède
- Monsieur Jens STOLTENBERG, Premier Ministre du Royaume de Norvège
- Monsieur Elio Di RUPO, Premier Ministre du Royaume de Belgique
- Monsieur François FILLON, Premier Ministre de la République Française
- Monsieur Antonio GUTERRES, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés
- Madame Navanethem PILLAY, Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme
- Au Parlement du Royaume des Pays Bas
- Au Parlement du Royaume de Suède
- Au Parlement du Royaume de Norvège
- Au Parlement du Royaume de Belgique
- Au Parlement de la République Française